

Article

« Fragments d'un discours belliqueux »

Ouvrage recensé :

Logique du terrorisme, de Michel Bounan. Éditions Allia, 61 p.

par Gil Anidjar

Spirale : arts • lettres • sciences humaines, n° 212, 2007, p. 31-35.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/10456ac>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

états-uniennes, un groupe d'oulémas a prononcé le 27 décembre 2001 une *fatwa* selon laquelle les États-Uniens de confession musulmane étaient obligés de servir leur pays d'adoption, même si celui-ci faisait la guerre à des pays musulmans comme l'Afghanistan des Talibans. Il semblait donc que la *fitna* triomphait dans l'après-9 / 11.

Cette apparence est de plus en plus démentie par la réalité. Qu'est-ce qui a provoqué ce début de revirement? Bien évidemment, selon Gerges, c'est la guerre en Irak, preuve tardive pour beaucoup de musulmans que le conflit des civilisations annoncé par Huntington est maintenant advenu par la faute des nouveaux croisés. La guerre en Irak a reconduit la fusion de l'ennemi rapproché et de l'ennemi lointain, d'abord effectuée par l'ayatollah Khomeiny : il fallait alors mettre à bas le régime du Shah, masque rapproché du Grand Satan lointain mal agissant à partir des États-Unis. De la même façon, il faut plonger l'Irak dans la guerre civile pour provoquer le retrait des forces d'occupation. Cette victoire est certaine : après avoir vaincu la Byzance soviétique en Afghanistan, les jihadistes infligeront le même sort à la Byzance états-unienne en Irak.

Tout est-il joué ?

La justesse de l'analyse de Gerges est confirmée par les deux plus récents rapports du Conseil national du renseignement des États-Unis (2005, cité par Gerges, et 2006). L'estimation de 2006 du Conseil est la plus pessimiste, affirmant que les facteurs qui ont favorisé la propagation mondiale du terrorisme, au premier chef la guerre en Irak, seront encore plus agissants dans les cinq prochaines années (*The New York Times*, 27 septembre 2006). Pourtant, s'ils estiment ensemble que l'Irak sera la lice de ce tournoi, ni Gerges ni Kepel ne pensent que la décision a déjà été rendue. Pour Kepel, l'affrontement entre les milices chiites et sunnites pourrait pérenniser la *fitna* et subvertir le jihad. Pour Gerges, seul un miracle pourrait ressusciter ce dernier. Ce miracle pourrait se produire en Irak si les forces d'occupation persistaient à vouloir imposer une solution militaire (*The Far Enemy*).

Pour l'imam Khatami, l'ex-président de l'Iran, « les terroristes qui ont mis en danger la vie d'innocents ont commis leur crime au nom de l'islam, dénaturant une religion qui prône miséricorde et compassion » (*Le Monde*, 29 septembre 2006). L'ampleur de la catastrophe irakienne pour les populations civiles innocentes est sans précédent dans ce nouveau siècle déjà si enténébré : des projections statistiques effectuées conjointement par une université états-unienne et une université irakienne ont permis d'estimer que quelque 654 965 civils auraient péri à la suite de l'invasion américaine et de la guerre intestinale qu'elle a engendrée (*Libération*, 12 octobre 2006). Pourra-t-on interrompre la chute? Gerges cite Kamal, un militant islamiste critique de Ben Laden, qui lui reproche d'avoir oublié que « la politique est la poursuite de la guerre par d'autres moyens ». Cette inversion funeste de la formule de Clausewitz (la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens) augure mal du futur. Clausewitz voulait enlever à la guerre son caractère disruptif en la situant dans le prolongement intelligible de la politique. Pour Kamal, c'est à la solution politique non violente qu'il faut restituer son intelligibilité; il n'y parvient qu'en la concevant comme le moyen de poursuivre la guerre, posé au fondement pérenne de toute raison / déraison. Les fondamentalistes évangélistes états-uniens ne pensent pas autrement. ●

Fragments d'un discours belliqueux

LOGIQUE DU TERRORISME de Michel Bounan
Éditions Allia, 61 p.

C'est un portrait, si l'on veut, qui est proposé; mais ce portrait n'est pas psychologique; il est structural: il donne à lire une place de parole: la place de quelqu'un qui parle en lui-même, amoureusement, face à l'autre (l'objet aimé), qui ne parle pas.

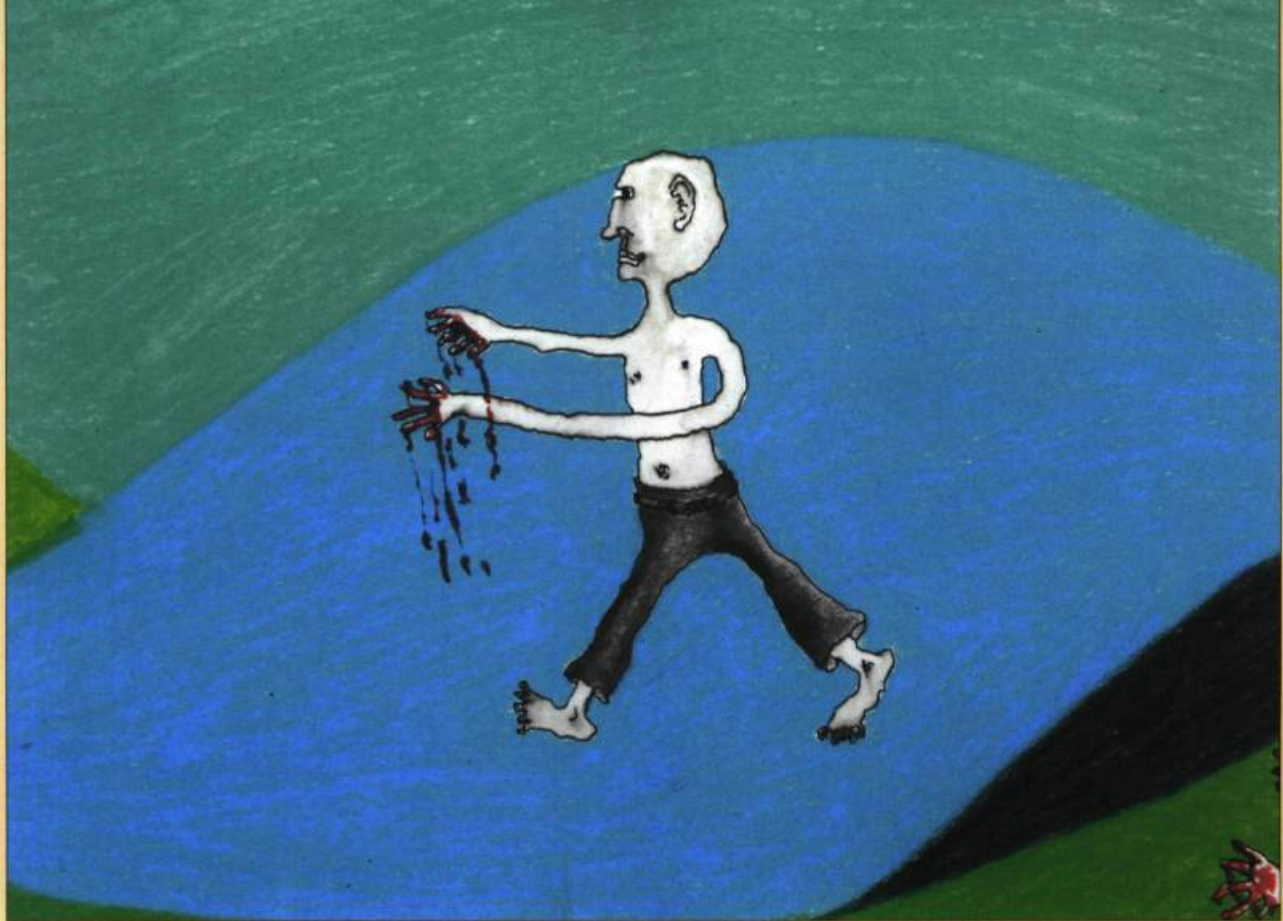
— Roland Barthes

par GIL ANIDJAR

Avant la « guerre contre le terrorisme », il y eut la « guerre contre les sorcières ». Celle-ci ne fut ni la première ni la dernière. Elle ne fut ni plus ni moins convaincante. Cette guerre déclarée éclaire pourtant, et je crois de façon singulière, le lieu depuis lequel Michel Bounan entreprend d'écrire son « *histoire ordonnée et résumée du terrorisme* », laquelle invite à réfléchir à la guerre qui nous intéresse ici (se souvient-on de la façon dont Levinas lisait ce mot, *inter-esse*? Nous sommes en plein dedans, et nous n'en voyons pas la fin, ni les fins).

Mais d'abord, les sorcières et le maléfice — *male-ficium* — dont elles furent accusées. Car nul ne doutait que les sorcières faisaient le mal, qu'elles étaient le mal lui-même ou, du moins, l'un de ses principaux représentants. C'est à ce titre qu'il fallait les combattre, ou les abattre. C'est une vieille histoire, bien sûr, et dans un autre ouvrage (*Le temps du sida*, Allia, 2004) Michel Bounan se souvient avec ironie de la rigueur

scientifique avec laquelle, après des enquêtes minutieuses, comme il se doit, on s'attachait hier encore à trouver les causes du mal ou de la maladie chez les « minorités » toujours bien choisies et toujours-déjà coupables. Mais cette histoire exige que l'on interroge les raisons de pourchasser ou de tuer l'ennemi dangereux et surtout les motivations internes qui y mènent. Sans doute peut-on se demander si, sans les persécutions dont elles avaient souffert, les sorcières auraient usé de la première occasion pour rendre la pareille... Encore une vieille histoire, donc, et un fantôme ancien : nos ennemis ont toujours commencé sans provocation de notre part. Surtout, ils veulent toujours nous faire pire que ce que nous voulons leur faire nous-mêmes (à moins qu'il ne s'agisse de ce que



Afshin Matlabi, **Je suis désolé que...** Mai (Montréal, arts interculturels, 2003)
Dessin – procédés variés, (128,3 cm x 462,3 cm)
photo : Paul Litherland





nous leur faisons déjà). Les Indiens d'Amérique, les Noirs d'Afrique, les hordes chinoises : imaginez-vous les risques terribles qu'ils faisaient courir à l'Europe? Qui sait quel autre péril — et plus important encore, sa couleur — nous menace à nouveau? « *Mais les ennemis les plus vifs, écrit Jean-Luc Nancy, sont à l'intérieur* ».

À cet égard, sans doute est-il judicieux d'entendre l'un des « experts » en « terrorisme » du temps où la guerre aux sorcières battait son plein. Je veux parler de Cotton Mather, un pasteur de la Nouvelle-Angleterre, qui écrit la lettre suivante, où l'on peut discerner les rouages cachés du théâtre sorcier des opérations, illustrations tactiques et stratégiques à l'appui. Apologue visionnaire d'une sorte de plan *Vigipirate* avant la lettre (nous sommes en 1692, beau bicentenaire), Mather trace la cartographie de sa « *place de parole* ». « *Nos pauvres voisins sont vraiment martyrisés. Assassinés. Et désormais familiers de choses obscures qui se révèlent après coup tout à fait réelles. Je dis donc que de même qu'un homme est exécuté comme assassin qui, au vu d'un tiers, poignarde son voisin en plein cœur l'épée à la main, de même doit être traité comme malfaiteur l'homme qui tient aux lèvres une allumette et met secrètement le feu à une longue mèche menant à un baril de poudre placé sous le plancher de son prochain. Nos voisins du village de Salem sont, en quelque sorte, bombardés [our neighbors are blown up after a sort] avec une poudre infernale* » (« Letter to John Richards », reproduite dans David Levin, éd., *What Happened in Salem*, Brace & World, 1960). Les sorcières, faut-il le préciser, étaient des terroristes. Mais *quid* de leurs « victimes »? Et qui donc — quel sujet universel — parle ici?

La chasse aux sorcières

Et pourquoi des sorcières, d'ailleurs? pourquoi ce féminin? Esquissant les éléments d'une réponse, Hegel, comme Mather, imagine une communauté prise d'assaut par des ennemis intérieurs. C'est que l'imagination créatrice de la communauté « *se donne sa subsistance seulement en détruisant la béatitude familiale et en dissolvant la conscience de soi dans la conscience de soi universelle* ». Dès lors, la communauté crée, ou plus précisément elle se crée « *dans ce qu'elle réprime et qui lui est en même temps essentiel* ». Le véritable enjeu ne serait cependant pas la famille, et encore moins la communauté elle-même, mais l'ennemi. Et pas n'importe lequel, ou plutôt, pas n'importe laquelle, puisqu'il s'agit de « *la féminité en général, son ennemi intérieur* ». La femme, à l'instar des sorcières de Mather, est ainsi stigmatisée comme l'ennemi intérieur. C'est en ce sens que cette féminité-là est décrite par Hegel comme « *l'éternelle ironie de la communauté* ».

Opprimée et réprimée — Hegel aurait sans doute apprécié l'ironie d'un discours missionnaire et libérateur qui verrait une « *émancipation* » dans l'exploitation accumulative ou dans le droit au

dévoilement vestimentaire objectifiant — et, d'une certaine façon, renaissant de ses cendres, elle est *de facto* créée comme ennemi. On la bat, on l'opprime et on l'exploite : elle est donc l'ennemi — ailleurs, elle deviendra la victime à émanciper puisque « *chez nous* » la violence domestique n'est pas le fait d'une collectivité, ni ne témoigne d'un problème culturel ou, à Dieu ne plaise, religieux — et se comporte désormais comme telle. Elle devient combattante et développe des capacités de *guerillera*. Sa stratégie partisane, telle que la décrit Hegel, est souvent indirecte, subversive. Elle « *pervertit la propriété universelle de l'État* », fait preuve de « *raillerie* » et de « *mépris* » à l'égard de la société, du pouvoir et des valeurs communes. Vulnérable puisque coupable, victime puisque bourreau, la communauté ne peut se protéger de ce fléau qu'en le pourchassant et le multipliant, « *qu'en réprimant cet esprit de singularité, et, parce qu'il est un moment essentiel, elle l'engendre aussi bien et précisément en prenant une attitude répressive envers lui comme un principe hostile* ». La communauté est donc bien sujet et agent. C'est elle qui engendre son ennemi. C'est ainsi qu'elle se (le) crée. Voilà pourquoi il faut d'abord — ou finalement — parler de la communauté assiégée. À cette tâche précise, Michel Bounan nous attelle depuis longtemps.

Le cas ne relève pas nécessairement d'une théorie du bouc émissaire. Tous les ennemis ne sont pas créés égaux et l'on devra donc toujours se demander pourquoi cet ennemi-là plutôt qu'un autre, et pourquoi à ce moment précis. En effet, « *qu'il soit islamiste, indépendantiste, gauchiste ou foldingue* », qu'il soit juif ou arabe, immigrant ou adolescent, il s'avère que la nature des ennemis change plus rapidement que celle de ceux qui se revendiquent agents de protection civile, à commencer par l'État (soit, la communauté telle qu'elle s'imagine depuis à peu près trois siècles), mais aussi de nombreuses autres organisations politiques et sociales : polices militarisées (de plus en plus), services de renseignement et de sécurité, législateurs et délateurs, etc. Ce sont ces agents qui préoccupent Michel Bounan, en tant qu'ils soulèvent la question de l'ennemi comme la question du soi telle qu'elle se déploie dans une logique politique, une logique du terrorisme (on entend, en sourdine, des échos de Carl Schmitt pour lequel l'ennemi est d'abord « *ma question* »). Qu'ils soient russes, français, allemands ou américains, ce sont ces agents qui posent la question en termes d'auto-immunité : même si Bounan n'use pas de cette notion ici, je rappelle qu'il est l'auteur du *Temps du sida*.

Partant de l'exemple de la Mafia italienne au XIX^e siècle, et jusqu'au 11 septembre 2001 auquel il consacre plusieurs pages fascinantes, Bounan dépeint les méthodes d'une organisation qui a « *exécuté systématiquement des attentats terroristes contre les individus et les entreprises qui refusaient sa tutelle et sa justice* ». C'était donc, ajoute-t-il, « *la même officine qui organisait la protection contre les attentats et les attentats pour imposer sa protection* ». Après les « *si remarquables succès* » de cette méthode, on connut au cours de l'histoire moderne plus d'un homme politique qui fut tenté par « *l'emploi judicieux du terrorisme mafieux utilisé à une échelle toujours plus grande* ». Et la logique auto-immunitaire s'est étendue plus encore, à tel point que « *tout État moderne contraint de défendre son existence contre des populations qui mettent en doute sa légitimité est amené à utiliser à leur encontre les méthodes les plus éprouvées de la Mafia historique, et à leur imposer ce choix : terrorisme ou protection de l'État* ».

La sécurité et l'ennemi

Condensée dans la formule de Jacques Derrida, « *l'un se garde de l'autre* », l'auto-immunité pose la question de ce qui est produit non seulement par la répression de l'objet renié ou dénié comme interne, mais encore par la protection qui se tourne contre le sujet au nom même de sa sécurité et de sa préservation. Elle est ce qui, du sujet de la guerre, de son agent, ne se (dé)mène qu'en partie — et une partie parfois minime — sur ce qu'on appelle ou identifie comme le *front*. Comme dans la vraie

vie, l'ennemi est ailleurs. C'est-à-dire qu'il est ailleurs que là où on le dit, mais c'est dire aussi que le lieu qu'on lui attribue (dedans ou dehors, devant ou derrière) est partie prenante de son devenir-ennemi, de son être-ennemi. Où est l'ennemi? Il n'est pas où on le dit (et il est encore moins celui que l'on dit). Ceci précisément parce que l'un se garde toujours de l'autre. L'ennemi, pour le dire en un mot familier, c'est moi. Ou encore : l'ennemi, c'est l'État moderne.

C'est que, écrit Bounan, « le système bipartite du terrorisme et de la protection est d'une monstrueuse efficacité pour gouverner les hommes selon les exigences d'un pouvoir asservi aux lois économiques ». De fait, à lui seul, « le terrorisme est une arme redoutable dans les mains d'un État moderne ». Arme et outil de gouvernance, le terrorisme est moins « la société contre l'État » dont parlait Pierre Clastres que l'État contre la société et la société contre elle-même. Nul besoin d'embrasser quelque théorie conspirationniste (même s'il semble urgent d'y être attentif : on se souvient de l'incendie du Reichstag, ou du Golfe du Tonkin) pour constater soit « une excessive stupidité des terroristes » (ainsi qu'une « incompétence extravagante des services spécialisés »), soit une « inefficacité quasi totale selon les critères politiques affichés par les terroristes eux-mêmes ». Car, insiste Bounan, contrairement à ce qu'on raconte, les mouvements terroristes n'ont jamais eu de succès, ou plus précisément, jamais ils n'ont eu le succès apparemment escompté. Jamais « ils n'ont atteint [...] aucun des objectifs qu'ils prétendaient s'être fixés, mais ils ont obtenu, en revanche, le renforcement des contrôles policiers et le vote de lois répressives contre la population de leurs pays respectifs » et d'autres pays également.

Tout se passe au contraire comme si le terrorisme amenait la société (ou un certain segment de la société) vers des buts qu'elle poursuivait auparavant sans parvenir à les réaliser. Toutefois, en soulevant la question de la divisibilité de la souveraineté (« Cette forme de terrorisme

reste incompréhensible pour qui croit fermement que la classe dirigeante d'un pays ou d'une époque forme une unité indissociable et totalement solidaire »), Bounan ne nie pas qu'il y ait des terroristes. Il dit seulement, avec Hegel, que la société vise certains intérêts, suivant une intention plurielle mais déterminée, en produisant ce qui, en elle, s'oppose à elle. Est-ce là la « vérité » de ses buts? La question est de moins en moins pertinente aujourd'hui. Bounan va ainsi plus loin que Hegel quand il examine non pas la façon dont le terroriste est « engendré » ou « créé » mais bien comment au cours du XIX^e et du XX^e siècles il fut armé, manipulé et médiatisé. Ce projet de gouvernance ou de dominance (même s'il est loin d'être toujours victorieux), d'aucuns pourraient y lire comme une moderne pulsion de mort (sorte de complexe « Frankenstein », complexe du créateur cherchant sa propre mort à travers sa créature mortelle-immortelle, c'est-à-dire, fatale). Bounan nous rappelle en effet que « le triomphe de l'économie aboutit nécessairement à l'impasse suivante : ses succès détruisent les conditions mêmes de la vie [...], le monstre économique meurt de son propre succès ». À moins qu'il ne s'agisse d'une logique autre, qui consisterait à pousser au plus loin ce que Marx désignait comme « la notion sociale la plus haute de la société bourgeoise », soit : la sûreté. L'État, lui, est avant tout — et de plus en plus — un État sécuritaire. Avec la société et ses médias, il est gouverné par la terreur et il gouverne par elle. ●

De quoi devons-nous avoir peur ?

WHAT'S WRONG WITH TERRORISM de Robert E. Goodin

Polity Press, 246 p.

par CHRISTIAN NADEAU

Selon Robert Goodin, auteur de très nombreux ouvrages en philosophie politique théorique et appliquée, on ne doit pas associer le terrorisme uniquement à ce que nous dénonçons comme tel selon nos valeurs particulières. Le terrorisme ne peut pas être seulement ce qui s'oppose à moi et contre quoi j'aurais une supériorité morale en raison de la prétendue universalité de mes propres principes. Le terrorisme, nous dit Goodin, est d'abord et avant tout une stratégie qui consiste à utiliser la terreur pour des avantages politiques. Il peut y avoir différentes interprétations ou variantes de cette stratégie, mais toutes répondent à cette définition. Ce n'est ni le tort commis à des victimes innocentes, ni la violence politique en soi, encore moins une catégorie particulière d'individus (les combattants illégaux) qui constituent le propre du terrorisme, mais une fin politique, et l'instrument utilisé en vue de cette fin, soit la terreur.

Dans son livre, l'auteur remet en cause le cadre normatif des théories de la guerre juste, en fonction duquel on pose généralement le problème du terrorisme et dont Michael Walzer est l'un des représentants les plus connus (*Guerres justes et injustes*, Gallimard, 2006 [1977]). Selon cette théorie, que Goodin n'entend pas remettre en cause en bloc, un acte de terrorisme est injuste parce qu'il vise des victimes innocentes. Le terroriste ne reconnaît aucune règle morale. Toute personne peut faire l'objet de ses attaques, tant et aussi longtemps que cela sert ses buts d'une manière ou d'une autre. En ce sens, nul n'est besoin d'un lien fort entre la cible réelle du terroriste et sa cible politique. Si la mort de